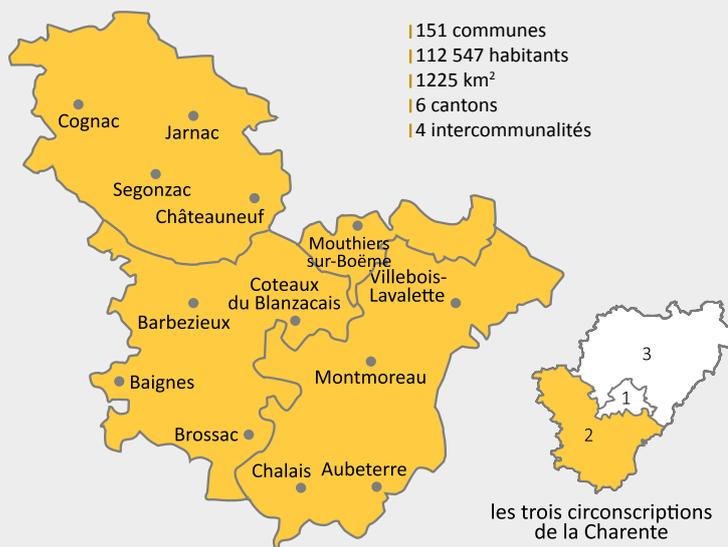




# Sandra MARSAUD

députée de la 2<sup>e</sup> circonscription de la Charente



## ÉDITO

**2019-2020** est l'année de la traduction concrète en territoire des avancées que nous avons programmées. Présente à vos côtés pour repérer les projets singuliers et innovants dont les Charentais sont créateurs, je suis le relais et l'amplificatrice des propositions de la Charente vers Paris. Tout comme je travaille à Paris sur chacun des programmes qui permettent à la circonscription de s'inscrire pleinement dans la dynamique nationale.

La crise sanitaire nous a malheureusement démontré l'extrême fragilité dans laquelle nous pourrions basculer si rien n'est repensé en termes d'environnement, d'organisation de la santé, d'organisation du travail. Nous avons mesuré combien la notion de proximité est centrale dans notre quotidien et devra irriguer les politiques publiques. Mais elle a aussi révélé des initiatives remarquables. Notre territoire a su s'organiser pour affronter cette pandémie et ses conséquences.

Je pense à celles et ceux sans lesquels nous n'aurions pas pu faire face : les soignants et les personnels de santé, les enseignants, les aides à domicile, les employés des supermarchés, les maraîchers, les viticulteurs, les chauffeurs et livreurs. Je salue également les chefs d'entreprises qui ont très vite repensé leur production et assuré la fourniture de masques et de gel hydro-alcoolique. Nous devons beaucoup à leur courage.

C'est pourquoi, avec la majorité présidentielle, j'ai agi pour que les lois de finances puissent être adoptées sans délai, et ainsi traduire concrètement la volonté du Président de la République d'accompagner la reprise rapide de notre économie.

Cette crise peut être une opportunité. « Opérer véritablement la transition écologique, fédérer les acteurs autour de projets qui créent des emplois non délocalisables, faciliter l'activité économique en poursuivant notre effort en matière de transports et d'aménagements, **c'est notre travail au quotidien, c'est mon engagement.** »

## + à l'Assemblée nationale

« Au Palais-Bourbon, le député exerce sa mission de législation et de contrôle dans l'hémicycle et dans de nombreuses réunions d'instances auxquelles il est tenu de participer (commissions, délégations, groupes de travail). »  
Source : Assemblée nationale

### 1. Les grandes lois structurantes

Trois grandes lois à portée environnementale significative ont été définitivement adoptées pendant cette session. Toutes émanent de la Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire (DDAT) à laquelle j'appartiens.

#### ♦ La loi énergie-climat

[adoption définitive le 8/11/2019, 69 articles] fixe des objectifs ambitieux de lutte contre les gaz à effet de serre et de politique énergétique. Atteindre la neutralité carbone en 2050, implique :

- > réduction progressive de la part des énergies fossiles (40%), développement des énergies renouvelables (33% d'ici 2030), soutien à la filière hydrogène bas-carbone
- > fin des centrales à charbon dans la production d'électricité et baisse progressive de la part de l'énergie nucléaire jusqu'à 50 %
- > poursuite de la rénovation thermique en simplifiant les aides et en accompagnant les revenus les plus modestes

#### ♦ La loi d'orientation des mobilités (LOM)

[adoption définitive le 24/12/2019, 189 articles] va faciliter les transports au quotidien : plus faciles, moins coûteux et plus propres. 13,4 Md€ d'investissement sur la période 2017-2022. Exemples de retombées concrètes pour nos concitoyens :

- > trajet domicile-travail : le forfait défisicalisé et sans cotisations sociales de 400 euros/salarié, signal adressé à nos territoires ruraux comme à ceux de périphérie
- > réforme du permis de conduire promise par le président de la République : réduire les délais et en baisser le coût



Après-midi de questions au Gouvernement

> désenclavement des territoires avec une enveloppe de 1 Md€ pour achever certains axes routiers

> pour les collectivités : possibilité de mettre en œuvre des services de mobilité à caractère social ou de verser des aides individuelles pour des publics ciblés (jeunes, seniors, chômeurs, etc.)

#### ♦ La loi anti-gaspillage pour une économie circulaire

[adoption définitive le 30/01/2020, 130 articles] permet à la France de s'engager davantage dans une économie circulaire en réduisant sa production de déchets et en les transformant en ressources. Parmi les mesures structurantes :

- > création de 12 filières pollueur-payeur
- > obligation d'incorporation de matières recyclées dans la production industrielle et limitation des emballages à usage unique
- > renforcement des outils mis à disposition des maires pour lutter contre les dépôts sauvages
- > révision des normes applicables aux boues d'épuration
- > objectif de 300 000 emplois supplémentaires : secteurs du réemploi, de la réparation, du recyclage des ressources

♦ **Loi engagement et proximité**

[promulguée le 27/12/2020]

Fruit d'un travail constructif entre le Gouvernement, les sénateurs et les députés, ce texte part de la vie quotidienne des 500 000 élus locaux et répond à leurs attentes en matière de libertés locales, de droits et de protection. Traduction concrète des 96 heures d'échanges entre le président de la République et les maires lors du Grand Débat National, affinée par une consultation directe des maires de France, ce texte replace la commune au cœur de la décision locale, protège mieux les élus, renforce leur accompagnement dans l'exercice quotidien de leur mandat, positionne le maire au cœur des missions de sécurité quotidienne sur son territoire d'élection.

**2. Contrôler l'action du gouvernement**

Sur ce volet de mon mandat, j'ai posé :

♦ **Six questions écrites** publiées au Journal officiel

> **au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation** sur l'incertitude juridique relative à l'inclusion du cuivre dans les zones de non-traitement et les difficultés de trésorerie de nombreuses exploitations liées aux dysfonctionnements du logiciel « Telepac » (aides de la PAC)

> **au ministère des Solidarités et de la Santé** sur la valorisation des salaires des manipulateurs en électroradiologie médicale, la reconnaissance de la pénibilité et des risques de la profession

> **au secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics** sur les difficultés liées au calcul de l'indemnité de rupture conventionnelle des agents titulaires et contractuels dans la fonction publique

> **au ministère de l'Intérieur** sur l'évitement du contrôle technique estimé en 2019 entre 300 000 et 600 000 véhicules

**LE TRAVAIL PARLEMENTAIRE PENDANT LA CRISE SANITAIRE**

L'Assemblée nationale, comme la majorité des activités du pays, avait fermé ses portes pendant la période de confinement et le télétravail s'est très rapidement généralisé afin de continuer nos travaux. Réunions de groupe, de commission, entretiens avec les ministres : un rythme effréné de visioconférences s'est imposé, pour faire face aux nombreux défis de la période.

En parallèle, chaque député était ardemment sollicité par nos concitoyens pour répondre rapidement aux problèmes du moment (rapatriement de Français à l'étranger, difficultés d'hébergement, entreprises et secteurs en difficulté...) ou appuyer des projets porteurs de solutions et faire remonter les préoccupations et propositions aux ministères.

« **Je tiens à saluer à cette occasion le travail remarquable effectué par les élus locaux et services déconcentrés pour répondre, le mieux possible, aux besoins et attentes du terrain.** »

♦ **J'ai intégré deux missions d'information sur :**

> **le suivi de la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim** afin de garantir que la politique de réduction de la part du nucléaire n'oublie pas la place nécessaire des territoires dans la mise en place d'un mix énergétique, et d'une industrie pourvoyeuse d'emplois. Je suis très attentive aux impacts socio-économiques de cette fermeture et aux orientations portées par l'ensemble des acteurs nationaux, locaux, d'EDF et de ses sous-traitants.

> **la gestion des conflits d'usage en situation de pénurie d'eau** : je suis convaincue de la nécessité de mettre en œuvre en fonction de chaque territoire, dans un contexte d'inondations et de sécheresse préjudiciables pour les activités agricoles, des modalités de régulation des conflits d'usage de l'eau [rapport final : 4/06/2020].

♦ **Et la commission d'enquête sur l'utilisation du chlordécone aux Antilles** : véritable fléau écologique, ce pesticide notamment nocif, utilisé jusqu'en 1993, a infiltré les sous-sols antillais et pose de graves problèmes de santé publique. Le rapport final [adopté le 26/11/2019] préconise un 4<sup>e</sup> plan chlordécone incluant : des réparations pour le préjudice économique (agriculture, pêche), un fonds d'indemnisation pour les victimes, des pistes pour la prévention et la recherche scientifique.

♦ **Les auditions et consultations ont continué**

et j'ai ainsi pu interroger la secrétaire d'État Emmanuelle Wargon sur la mise en œuvre des CTE, les représentants de Régions de France, de l'Assemblée des départements de France (ADF) et de l'Assemblée des communautés de France (AdCF) sur l'après-crise de la Covid-19, des représentants du Réseau Action Climat et Négawatt pour évoquer des pistes de relance verte et durable, ou encore faire l'oraison du groupe LREM pour l'audition de la ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, Mme Jacqueline Gourault, sur la mise en œuvre des Maisons France Service sur nos territoires.

**Les actions concrètes de la commission DDAT**

> **Création de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (22/07/2019)** : guichet unique réunissant les soutiens en matière d'ingénierie et de financement des politiques publiques, elle accompagnera les collectivités territoriales dans la mise en œuvre des projets de territoires (revitalisation, renforcement de l'accès à l'emploi, attractivité économique, ouverture numérique...).

> **Création de l'Office Français de la Biodiversité (24/07/2019)** : fusion de l'Agence française de la biodiversité (AFB) et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), la création de l'OFB permet le renforcement des pouvoirs des inspecteurs de l'environnement, l'instauration d'une éco-contribution en faveur de la biodiversité, la mise en œuvre d'une gestion adaptative des espèces.

**3 ANS D' ACTIONS DE LA MAJORITÉ EN FAVEUR DES PLUS FRAGILES**

**REVALORISATION DES PENSIONS DES RETRAITÉS MODESTES, L'ALLOCATION DE SOLIDARITÉ PERSONNES ÂGÉES PASSE À 903€**

**INTRODUCTION DES PETITS DÉJEUNERS GRATUITS ET DE LA CANTINE À 1€**

**ABAISSEMENT DE L'ÂGE DE L'INSTRUCTION OBLIGATOIRE DE 6 À 3 ANS**

**UN INDEX DE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES OBLIGATOIRE POUR LES ENTREPRISES DE PLUS DE 50 SALARIÉS POUR MESURER LES INÉGALITÉS LIÉES AU SEXE**

**INFRACTION POUR OUTRAGES SEXISTES CONTRE LE HARCÈLEMENT DE RUE**

*Le groupe d'études Vigne, vin, œnologie dont je fais partie a auditionné Alexandre Imbert de l'Union Générale des Viticulteurs pour l'AOC de Cognac, l'occasion de présenter le vignoble charrentais et l'innovation de toute une filière : 50 % des exploitations certifiées Haute Valeur Environnementale en 2025 ! Notre groupe salue par ailleurs les annonces du Premier ministre et du ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation (5/08/2020) pour le soutien de la filière viticole suite à la crise sanitaire de la COVID-19 : au total, 250 millions d'euros dédiés à ce secteur !*

## + en circonscription : sujets locaux, enjeux nationaux

La Loi ne doit pas être le fruit du seul travail des parlementaires à l'Assemblée. Elle doit prendre en considération les attentes des citoyens et, pour être appliquée, doit être comprise du plus grand nombre.

### 1. Préparer et accompagner les textes avec les acteurs du territoire

Chaque fois que nécessaire, j'accompagne le travail de préparation et d'explication des textes de rencontres débats, où chacun peut venir partager ses attentes et ses réserves. J'y invite mes collègues et/ou des experts du sujet, puis me fais le relais au Parlement de ces échanges.

> **Atelier-débat sur la réforme des retraites** avec Catherine Fabre, députée de Gironde, ambassadrice et responsable de cette réforme, des citoyens, des professionnels et des représentants syndicaux. À la salle du Chai, Cognac, 22/11/2019.



Atelier débat sur la réforme des retraites, salle du Chai, Cognac - 22/11/2019

> **Rencontre à l'issue du vote sur la loi ÉGALIM** avec Raphaël Gérard, député de la Charente-Maritime et Jean-Baptiste Moreau, député de la Creuse, rapporteur de la loi, éleveur, et spécialiste des questions agricoles. Journée de visites à Bonnes, La Prade (16) Jonzac (17) et conclue à Chevanneau par une réunion publique avec plus de cent personnes.



Journée dédiée à l'agriculture - 18/10/2019

> **Échanges sur le projet de loi engagement et proximité** en présence de Lionel Causse, député de la deuxième circonscription des Landes. À la salle des fêtes de Saint-Mêmes-Carrières, 04/10/2019.

> **Présentation au public du projet de loi anti-gaspillage pour une économie circulaire**, en compagnie de Stéphanie Kerbarh, députée de Seine-Maritime, Jacky Bonnet, président du Comité -20% déchets et vice-président de Calitom, Lionel Poitevin, directeur régional de l'ADEME Nouvelle-Aquitaine, Maryse Combres, conseillère régionale déléguée à l'économie circulaire et François-Michel Lambert, député des Bouches-du-Rhône et président-fondateur de l'Institut National de l'Économie Circulaire. À la salle du Castel, Châteaubernard, 20/09/2019.



Journée économie circulaire 20/09/2019

> **Les responsables juridiques des Services Départementaux d'Incendie et de Secours de la Charente et des Yvelines m'ont sollicitée pour une modification législative leur permettant de se porter partie civile afin d'obtenir le remboursement pour tous les incendies volontaires.** Après une rencontre au ministère de l'Intérieur et suite aux échanges avec mon collègue Fabien Matras, président du groupe d'études « Sapeur-pompiers volontaires », cette demande est en discussion pour être incluse dans la proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile. Une remontée de terrain très appréciée !

« Ainsi, en amont comme en aval, je fais vivre les textes législatifs afin qu'ils reflètent le débat tel qu'il a lieu, en circonscription, avec ses acteurs. »

### 2. La défense des spécificités du territoire

> **Route nationale 141** : l'inauguration du tronçon Villesèche-La Vigerie en juillet 2020 a été l'occasion de rappeler par courrier à M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué aux Transports, qu'il est primordial que les travaux se poursuivent et soient engagés dans les meilleurs délais pour le passage à 2 x 2 voies de la RN 141 entre Hiersac et Malvieille.

> **Visite aux personnels de l'hôpital de Barbezieux (20/07/20)** après le pic de la crise de la COVID-19. Suite à une demande que j'avais soutenue auprès du ministère de la Santé, le service de soins de suite et de réadaptation a reçu une aide de 111 000 euros : les patients en rééducation fonctionnelle bénéficient à présent de la réalité virtuelle pour leurs soins !



Visite aux personnels de l'hôpital de Barbezieux 20/07/2020

> **Appui auprès du ministère de la Culture de la demande d'inscription des savoir-faire liés à l'élaboration du cognac au Patrimoine culturel immatériel de l'Unesco par l'association Les Savoir-Faire du Cognac**, avec Raphaël Gérard, député de Charente-Maritime et Jérôme Sourisseau, président de Grand Cognac.

> **Exclue du système d'attribution de bourses sur critères sociaux, la formation complémentaire FS Pack du lycée Louis Delage, étroitement liée à la filière cognac, a sollicité mon concours.** J'ai obtenu que le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation revise son interprétation de la réglementation. Pour cette rentrée, les étudiants éligibles ont pu obtenir l'ensemble des bourses auxquelles ils ont droit et ainsi suivre la formation de leur choix.



Rentrée de la promotion 2020 01/09/2020

### FOCUS

#### Le Contrat de Transition Écologique (CTE) : la traduction en territoire de l'engagement parlementaire

Le travail parlementaire semble souvent éloigné des préoccupations quotidiennes des acteurs locaux, qu'ils soient élus, acteurs économiques, ou encore citoyens. Avec le Contrat de transition écologique pour la circonscription, nous illustrons la mise en œuvre concrète d'une ambition nationale à laquelle je travaille depuis 2018. Construit avec le concours des entreprises sociales et solidaires, de la filière viticole, des élus locaux, avec l'appui de l'État dans la mise en œuvre et les financements, le Contrat de transition écologique permet non seulement de partager une ambition territoriale, mais très concrètement de proposer des solutions innovantes en matière de politique de l'eau, d'énergies renouvelables, de déplacements, d'agriculture. 80 CTE ont déjà été signés en France, représentant plus 800 000 tonnes de CO2 non émises, 3500 emplois de proximité créés ou maintenus, plus de 90 000 personnes sensibilisées ou formées aux métiers de la transition écologique, et la revitalisation de certains savoir-faire locaux ancestraux.

« Je souhaite la couverture la plus étendue possible de notre territoire par un contrat de ce type, fédérant largement ses élus comme la société civile, en sortant des clivages sectoriels habituels. Ce sera un outil formidable d'amélioration de la qualité de vie, mais surtout de création et de maintien d'emplois non délocalisables, indispensables au développement et à la pérennité de la Charente. »

**Mon année en images**



Baptême de l'air sur PC 21, avec les pilotes et le haut commandement de la base aérienne 709 de Chateaubernard - 9/11/2019



Avec les anciens combattants, pour rendre hommage aux résistants du maquis d'Armelle 19/08/2019



Le Parlement des enfants, thème de l'année : l'égalité femmes-hommes, avec les CM2 des écoles Jules Michelet de Cognac et Pablo Picasso de Chateaubernard 13/01/2020



Fière d'être aux côtés des diplômés à la MFR de Triac-Lautrait - 17/01/2020



Visite du Président Macron pour l'inauguration de l'usine SAFT, à Nersac. Le PDG de TOTAL, Patrick Pouyanné, dévoile le site de production phare de l'Airbus des batteries - 30/01/2020



Sur le champ de foire de Châteauneuf-sur-Charente, avec Jean-Louis Levesque, pour la mise en œuvre concrète d'Action Cœur de ville - 23/09/2020



Visite du Président Macron pour l'inauguration de l'usine SAFT, à Nersac. Le PDG de TOTAL, Patrick Pouyanné, dévoile le site de production phare de l'Airbus des batteries - 30/01/2020



**CRISE DE LA COVID-19 / JOURNAL DE CONFINEMENT (17 MARS-11 MAI 2020)**

Depuis chez moi, j'ai répondu ou me suis fait le relais de diverses questions et propositions des acteurs locaux. J'ai obtenu notamment :

- > un appui national aux initiatives de chefs d'entreprise charentais et régionaux pour une production de masques à grande échelle
- > le soutien de la Préfecture aux demandes des horticulteurs, pour le maintien essentiel des ventes de plants au printemps
- > la réponse du ministère aux inquiétudes des viticulteurs concernant l'ouverture des frontières pour les travailleurs saisonniers
- > la réouverture des bureaux de poste en zone rurale
- > le rapatriement de Charentais depuis le Pérou, les Philippines, la Nouvelle-Zélande, Tahiti.

**MA SEMAINE TYPE**

**VENDREDI - SAMEDI - DIMANCHE - LUNDI**



**MARDI - MERCREDI - JEUDI**



**+ contacts**

à la permanence parlementaire  
2 place de l'Ancien Marché - BP 90117  
16200 Jarnac  
05 45 36 93 76

à l'Assemblée nationale  
126 rue de l'Université - 75007 Paris  
01 40 63 75 62  
[www.assemblee-nationale.fr](http://www.assemblee-nationale.fr)

suivez mon actualité  
@MARSAUDSandra  
@SandraMarsaudLaRepubliqueEnMarche

Directrice de la publication : Sandra Marsaud  
Rédaction et coordination : Équipe parlementaire  
Conception graphique : ab graphisme

Impression : Castel Impression  
Crédits photographiques : Assemblée nationale, Sandra Marsaud, équipe parlementaire, Yohan Bonnet